



Une reprise économique sur le dos des travailleurs

Une note de conjoncture publiée par l'Insee mardi 7 septembre a confirmé la poursuite de la reprise économique. De quoi enthousiasmer Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, qui prévoit d'ailleurs 6 % de croissance cette année, espérant voir l'économie se rapprocher du niveau d'avant la crise.

En tout cas, pour les plus grandes entreprises et leurs actionnaires, ce niveau d'avant la crise a largement été dépassé : la fortune des milliardaires français a augmenté de 40 %, tandis que les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont atteint 60 milliards d'euros, soit 41 % de plus qu'en 2019 !

La recette du succès patronal

Il faut dire que l'État a bien mouillé la chemise pour maintenir coûte que coûte les profits, avec plus de 80 milliards d'euros directement versés aux entreprises, sans parler des 140 milliards de prêts garantis. Des subventions qui ont avant tout servi au patronat pour restructurer tous azimuts.

Des dizaines de milliers de suppressions de postes ont eu lieu ou sont prévues chez Renault ou Airbus, mais aussi à la SNCF, sans parler des hôpitaux où il est pourtant urgent d'en créer. Certaines entreprises, comme le sous-traitant d'Airbus toulousain Derichebourg, ont fait signer des accords de performance collective pour augmenter le temps de travail sans que les salaires suivent. Enfin le télétravail s'est généralisé, entraînant des économies pour les entreprises voire des perspectives de juteuses opérations immobilières comme chez Stellantis (ex-PSA) qui prévoit de se débarrasser de la majorité de son site R&D de Vélizy.

Tous les moyens sont bons pour augmenter la pression sur les travailleurs, développer la flexibilité ou diminuer la part des salaires.

Même pas des miettes en échange

Les travailleurs ne voient pas la couleur du rétablissement des profits. 15 % des entreprises ont gelé les salaires en 2021 quand, dans les autres, l'augmentation moyenne n'a été que de 1,45 %, parmi les plus faibles depuis dix ans. Une augmentation qui sera bien vite rognée par la hausse des prix prévue à plus de 2 % sur un an en octobre.

Comble du cynisme, les sphères patronales se plaignent de difficultés pour recruter notamment dans les « secteurs essentiels ». Ça les étonne que personne ne se précipite sur des boulots mal payés, avec des conditions de travail dégradées, une flexibilité à l'outrance ?

Le gouvernement orchestre les attaques contre nous

Quand Bruno Le Maire fait mine d'en appeler à « une meilleure rémunération de ceux qui ont les rémunérations les plus faibles », lui-même n'est pas prêt à aller au-delà de l'augmentation automatique du Smic !

Par contre, quand il annonce la fin du « quoi qu'il en coûte », cela ne concerne pas les entreprises, pour lesquelles un plan de soutien de 30 milliards d'euros est prévu, mais vise les quelques mesures sociales prises au début de la pandémie. Et il prépare le terrain à l'application de la réforme de l'assurance chômage, qui pénaliserait des centaines de milliers de chômeurs, et au retour de la réforme des retraites : de quoi essayer de contraindre les salariés à accepter les conditions de travail les plus dures.

La partie n'est pas jouée...

Un gros du transport, Transdev, a lancé une attaque-test à l'occasion de l'ouverture à la concurrence du réseau de bus interurbain en région parisienne : temps d'attente aux dépôts rallongés et non rémunérés (parfois jusqu'à 45 heures passées au travail... payées 35), et on en passe. Sauf que Transdev est tombé sur un os avec une grève à 100 % de plusieurs dépôts, grève qui menace de faire tache d'huile. Une situation qui est scrutée par toutes les entreprises de transport, mais aussi par tout le patronat et le gouvernement qui savent bien que leurs attaques ont suscité une colère dont ils craignent qu'elle explose.

Il est donc important que cette colère ne reste pas cantonnée à quelques entreprises mais s'exprime massivement. La journée de grève du 5 octobre peut être l'occasion de la montrer tous ensemble.

Semi-conducteurs : ce n'est pas à nous de payer !

La pénurie mondiale de semi-conducteurs ne s'arrange pas. Pour amortir le coup sans rogner sur leurs marges, les constructeurs font peser la désorganisation de la production sur les salariés. Chez PSA ou Renault, à Flins ou en Espagne, ce sont les travailleurs qui paient le prix fort : lignes de production stoppées, horaires modifiés, intérimaires virés et salariés mis en chômage partiel avec des salaires amputés... pendant que l'État subventionne les capitalistes avec nos impôts. Pas question que les salariés fassent les frais de cette pénurie capitaliste ! Il faut répartir le travail entre tous et maintenir tous les salaires, en prenant sur les profits.

Pause toujours...

Dans le nouvel accord télétravail les négociateurs ont glissé une petite blague. Dans le cas de réunions collectives de plus de 30 à 55 minutes, il faudrait prévoir une pause pour se changer les idées. Une blague quand on sait que la plupart d'entre nous enchaînons réunion sur réunion. Ça doit les être les mêmes qui ont perdu le droit à la déconnexion où tu peux te déconnecter sauf si le sujet est urgent.

Salaires ou profits, il faut choisir

Interrogé sur France Info, le président du Medef, Roux de Bézieux, s'est dit favorable à la hausse des salaires dans les métiers de service les moins bien rémunérés... à condition que les prestations coûtent plus cher, notamment celles payées par l'État. Manière de récupérer d'une main ce qu'on versé de l'autre ! Et si l'État embauchait directement son personnel et le payait correctement plutôt que d'enrichir des patrons sous-traitants qui empochent leur marge en se tournant les pouces ?

A Florence, les GKN en lutte contre la fermeture

Depuis le 9 juillet, à Florence, les 422 travailleurs de l'usine d'arbres de transmission GKN occupent leur entreprise menacée de fermeture. Durant l'été, plusieurs manifestations ont été organisées par les grévistes qui ont rassemblé entre 2000 et 3500 personnes. Pour la prochaine, qui aura lieu le 18 septembre, les grévistes continuent à lancer « un appel à s'insurger ». Conscients de ne pas être un « cas isolé mais la dernière en date d'une série de fermeture, restructurations et licenciements », ils appellent dans la rue « ceux qui perdent leur travail, mais aussi ceux qui pourraient le perdre. Ceux qui depuis toujours ont un travail précaire, ceux qui sont sous-payés, ceux qui dans la fonction publique travaillent en sous-effectif ou sont harcelés, ceux qui sont au chômage ou qui étudient ».

Baissetalia

Pour nos collègues de Vestalia, les congés d'été se sont ouverts par une mauvaise nouvelle. Lors d'un CSE extraordinaire le 12 juillet, la direction en a profité pour annoncer la fin du chômage partiel indemnisé à 100% à partir... du 1er juillet ! Même si les congés ont pu un peu amortir les pertes, les salariés de Vestalia n'ont donc perçu que 72% du net en juillet-août. Une mesquinerie quand on sait que Vestalia est une filiale de Veolia qui a enregistré des bénéfiques records ces dernières années !

Accord Par La Direction

La direction de Vestalia ne s'arrête pas là. Elle cherche à imposer aux salariés un accord APLD (activité partielle longue durée), présenté au début de la crise sanitaire comme le « bouclier anti-licenciement » du gouvernement. En pratique, il s'agit surtout d'un bouclier fiscal de plus pour les entreprises qui peuvent faire de belles économies sur les exonérations de cotisations sociales. Cerise sur le gâteau, l'accord proposé par Vestalia prévoit qu'en cas de « péril économique » lié à une « cessation d'activité des métiers DIFP ou DISG » de Renault ou juste une baisse d'activité, il sera tout de même possible de licencier ! L'APLD sauce Vestalia, c'est donc toucher l'argent de l'Etat pour licencier quand même en cas de besoin !

Des pas grand choses

D'après l'accord APLD proposée par Vestalia, les salariés concernés devront tous les quatre jours d'activité partielle donner une journée en contrepartie, tirée de leurs compteurs de RTT ou de congés d'ancienneté. Tout cela pour toucher au final seulement 96% de leur salaires net... La direction explique tranquillement que « ce n'est pas grand chose ». Mais avec tous ces « pas grands choses » sur le dos des salariés, Vestalia fait toujours plus de profits !

Menace sur les Fonderies du Poitou

Renault continue d'orchestrer fermeture de ses sous-traitants. Fin juillet, ce sont les 290 salariés de la branche fonte des Fonderies du Poitou qui en ont été victimes. Et après avoir assuré pendant des mois qu'il y avait de « l'avenir » pour l'aluminium en France, voilà que Renault annonce aux 320 salariés de la branche aluminium que son dernier modèle de cu-lasse serait finalement produit en Turquie ! Une décision synonyme de fermeture pour l'entreprise qui est actuellement en redressement judiciaire. Les salariés des Fonderies n'ont rien à espérer des mensonges de Renault.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre